



Second edition
Groundwork Meeting

Oct.30 - Nov.1, 2009
Marrakech - Morocco

www.worldpolicyconference.com



Sommaire

Summary

Message du président et fondateur <i>Message from the president and founder</i>	page 2
World Policy Conference Groundwork Meeting - Marrakech <i>Groundwork Meeting - Marrakech</i>	page 4
Ordre du jour <i>Agenda</i>	page 8
Thèmes <i>Themes</i>	page 11
Lieu de la Conférence <i>Conference venue</i>	page 27
Contacts <i>Contacts</i>	page 32

Message du président et fondateur

La *World Policy Conference* (WPC) a été lancée par l'Ifri à la fin de l'année 2007 autour de trois idées simples :

- Les relations internationales restent principalement les relations entre les États, lesquels ont la légitimité et la capacité pour organiser la gouvernance mondiale, dans tous les domaines d'action à portée planétaire. Après des années d'idéologie mondialiste, on doit ainsi parler du retour du politique.
- Pour assumer leur mission et éviter que la mondialisation ne dégénère en catastrophes, les États doivent s'adapter et associer étroitement à leurs initiatives, en fonction des domaines, les autres parties prenantes telles que les entreprises, les ONG ou les *think tanks*, et plus généralement les acteurs de la société civile concernés.
- Dans le paysage des conférences internationales existantes, officielles, semi-officielles ou privées, aucune ne se consacre spécifiquement à cette question, avec le but de contribuer à faire avancer les choses alors qu'il y a urgence.

C'est cette lacune que la WPC vise à combler.

Pour atteindre notre objectif, nous avons posé quelques principes :

- La WPC est ouverte à tous les États qui souhaitent y apporter une contribution positive et elle doit permettre à chacun d'eux de s'exprimer de façon audible et utile.
- Les réunions sont articulées autour de l'idée d'une interaction constructive public-privé au plus haut niveau.
- Le nombre des participants à chaque réunion doit rester limité, pour faciliter des rencontres fructueuses et pour donner un impact maximal aux sessions plénières.
- Chaque réunion de la WPC doit faire l'objet d'une solide préparation et d'un suivi d'une haute tenue intellectuelle, dans le cadre d'un processus continu.
- Les travaux sont *policy oriented*, c'est-à-dire qu'ils visent à identifier les problèmes et à promouvoir des solutions pratiques, grâce à un travail collectif, respectueux de toutes les sensibilités.
- Ces travaux devant par nature alimenter le débat public, sont, pour l'essentiel *on the record* et doivent être largement diffusés.

L'aggravation de la crise économique et financière au cours de l'année 2008 a montré la pertinence de notre approche, et le succès de la première conférence de la WPC à Évian, les 6-8 octobre dernier, confirme que nous sommes engagés sur la bonne voie. Il y a, dans toute aventure, une dimension d'apprentissage. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser la deuxième édition de la WPC dans un format resserré, de façon à bien cadrer nos travaux des toutes prochaines années. Ce fascicule présente l'architecture et les conditions de cette seconde manifestation qui aura lieu du 30 octobre au 1^{er} novembre 2009.

Thierry de Montbrial

5 juillet 2009



Message from the president and founder

The World Policy Conference (WPC), launched by IFRI in late 2007, rests upon three basic ideas:

- International relations remain primarily relations among states, which have the legitimacy and the capacity to organize global governance, in all fields of action with planetary reach. After years of internationalist ideology, one can thus speak of a return to the political.
- In keeping with their mission and to prevent globalization from triggering catastrophes, states must adapt and coordinate their initiatives, depending on the issue area, with the other stakeholders such as multinational companies, NGOs or think tanks, and, more generally, with concerned civil society actors.
- In the existing landscape of international conferences – some of them official, some semi-official and others private – none is devoted specifically to the question of governance, with the goal of contributing to progress in this critical and urgent domain.

This is the gap that the WPC seeks to fill.

In pursuit of this objective, we have elaborated a few principles:

- The WPC is open to all states that wish to bring a positive contribution and must enable each one of them to express itself in an audible and useful fashion.
- Meetings are structured around the idea of a constructive interaction of public and private entities at the highest level.
- The number of participants at each meeting must be limited, so as to facilitate fruitful encounters and to give a maximum impact to the plenary sessions.
- Each meeting of the WPC must be solidly planned and followed up at the highest intellectual level, within a continuous framework.
- The work is policy-oriented, which means that it seeks to identify problems and promote practical solutions, through collective work which respects all sensibilities.
- This work must by nature feed into the public debate and is thus for the most part on the record and should be largely disseminated.

The worsening of the economic and financial crisis over the course of 2008 has highlighted the pertinence of our approach. And the success of the first WPC in Evian (October 6-7, 2008) confirms that we remain on the right track. Every adventure of such a nature requires some learning curve. This is why we have decided to organise the WPC's second session in a more restricted format, so as to frame our work for upcoming years. This booklet outlines the architecture and the conditions for the WPC's second gathering, which will take place from October 30th to November 1st, 2009.

Thierry de Montbrial
July 5th, 2009





World Policy Conference

Groundwork Meeting - Marrakech

La **World Policy Conference (WPC)**, lancée par l'Ifri à la fin de l'année 2007, est la première tentative d'une réflexion systématique, conçue dans la durée, pour l'organisation d'une gouvernance mondiale adaptée aux réalités du **xxi^e** siècle, associant décideurs, chercheurs et leaders d'opinion au plus haut niveau. Les idées clefs en sont les suivantes :

- Le monde, dans ses aspects politiques et économiques, est un système qui a besoin de gouvernance.
- Les États, en tant qu'unités politiques majeures, ont collectivement la responsabilité d'orienter le « système du monde ».
- La mondialisation a contribué à multiplier les acteurs non étatiques (entreprises, opérateurs de marchés, ONG...) à dimension internationale ; une bonne gouvernance suppose une coopération approfondie entre ces acteurs et les États, structurée en fonction des domaines concernés.
- Une bonne gouvernance suppose également que le poids des États les plus grands n'étouffe pas les plus petits, dont la voix doit être audible. D'où, en particulier, la nécessité d'organisations régionales adaptées.
- En ce début du **xxi^e** siècle, le monde est soumis à un rythme de changements d'une rapidité et d'une complexité sans précédent. Les modalités de la gouvernance doivent donc être élaborées de façon à pouvoir s'adapter rapidement à la variabilité de circonstances en partie imprévisibles.



WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France

The World Policy Conference (WPC), launched by Ifri at the end of 2007, is the first effort at a systematic assessment of the organisation of world governance that would respond to the realities of the 21st century. It brings together top-level decision-makers, researchers and opinion leaders. Key ideas of the WPC are:

- The world in its political and economic dimensions, is an interdependant system in need of coherent governance.
- States, as the major political units, have a collective responsibility to shape this “global system”.
- Globalisation has contributed to a proliferation of international-level non-state actors (companies, market operators, NGOs...); good governance requires close co-operation among these actors and the states, structured according to their fields of activity.
- Good governance also requires that the weight of the largest states does not overwhelm the smaller ones, whose voices must be heard. Hence, appropriate regional organisations are important.
- At this beginning of the twenty-first century, the world is subject to an unprecedented rate of change, with equally unprecedented speed and complexity. The tools of governance must therefore be capable of adaptation, at the pace of rapidly changing and often unpredictable circumstances.

The WPC is designed as a place of reflection and exchange, to help decision makers design the future of the global system, to shape the evolving strategies of the world’s major players to be as compatible as possible with the pursuit of globalisation, and finally, to unite the efforts of everyone to achieving at a planetary level a shared vision of our collective future.

La WPC est conçue comme un lieu de réflexion et d'échanges pour aider les décideurs à dessiner l'avenir du système mondial, à rendre autant que possible les stratégies des principales unités actives de la planète compatibles avec la poursuite de la mondialisation, et à mettre les efforts de tous au service d'une vision partagée de l'intérêt général conçu au niveau planétaire.

La première édition de la WPC s'est tenue à Évian du 6 au 8 octobre 2008. 9 chefs d'État et de gouvernement (parmi lesquels les présidents Sarkozy et Medvedev), 11 hautes personnalités internationales et une soixantaine d'experts sont intervenus devant 650 délégués originaires d'une quarantaine de pays et environ 250 journalistes représentant une centaine de médias. Les travaux ont été organisés en sessions plénières, ateliers et déjeuners ou dîners-débats. Pour l'essentiel, les résultats de ces travaux peuvent être consultés en ligne [www.worldpolicyconference.com]. L'événement a été salué par la presse du monde entier.

Pour la deuxième édition de la WPC, nous avons choisi un format plus resserré, de façon à préparer rigoureusement la suite de notre programme et notamment la prochaine « grande Conférence », prévue pour l'automne 2010.

Pour cette deuxième édition, environ 120 personnalités de très haut niveau sont invitées dans le magnifique cadre de Marrakech, entre le vendredi 30 octobre (en fin de journée) et le lundi 2 novembre (départ). Elles débattront, en profondeur et dans une intention constructive, de la gouvernance mondiale. Sept grands thèmes seront abordés :

- la gouvernance politique
- la gouvernance économique et financière
- le droit international
- les mouvements migratoires
- l'énergie et le climat
- la santé et l'environnement
- l'eau, l'agriculture et l'alimentation.

Les travaux seront organisés en sessions plénières de soixante-quinze minutes chacune. Les deux premiers thèmes feront respectivement l'objet de deux et de trois sessions. Chaque session sera introduite par deux ou trois brèves interventions, suivies d'un échange ordonné avec l'ensemble des participants. Les sessions seront complétées par des déjeuners et dîners-débats. La réunion de Marrakech sera close par un dîner de gala le dimanche soir.

L'essentiel des travaux sera *on the record*. Comme pour la conférence d'Évian, ils feront l'objet d'une publication. Ils serviront de base à l'organisation de la grande Conférence de 2010.

Les participants à la réunion de Marrakech sont choisis principalement en fonction de leurs compétences et de leur rayonnement, évalués à l'aune de la mission de la WPC. Nous sommes attentifs à ceux, en particulier États ou entreprises, qui nous ont manifesté leur confiance dès la naissance de notre initiative. Nous devons également veiller à tendre vers des équilibres naturels : entre régions et cultures, entre domaines particuliers de la gouvernance, ou encore entre acteurs et observateurs du système international. Pour remplir pleinement son rôle, la WPC doit croiser critères géographiques, critères fonctionnels et critères médiatiques. Elle doit aussi, dans ses méthodes de travail, trouver la juste mesure entre l'aspiration à un développement durable de l'humanité et le regard critique sur le monde actuel. Sans un va-et-vient continu entre la prospective et la réalité, on risque de tomber dans l'utopie ou dans la propagande. Pour éviter ces écueils, nous misons sur l'expérience et la qualité de celles et ceux qui partagent notre ambition, dont le premier acte concret fut Évian, et dont le deuxième sera Marrakech.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur de la WPC
Le 7 juin 2009

The first WPC was held from October 6-8, 2008 in Evian, France. Nine heads of State and Government (including Presidents Sarkozy and Medvedev), eleven prominent international figures and about sixty experts spoke to 650 delegates from nearly forty countries. More than 250 journalists representing over a hundred media outlets reported world-wide on the event. The work was organised in plenary sessions, workshops and debates at lunches and dinners. The main conclusions of the Evian meeting are available at: www.worldpolicyconference.com.

For the second WPC to be held in the fall of 2009, we have chosen a smaller format, to begin rigorous preparations over the ensuing months for the next major WPC scheduled for the fall 2010. We invite 120 prominent personalities to the beautiful setting of Marrakech, from Friday evening October 30 to a gala dinner on Sunday November 1, 2009. They will discuss global governance, in depth and in the spirit of identifying the shared vision. They will address seven major topics:

- Political governance
- Economic and financial governance
- International law
- Migrations
- Energy and climate
- Health and environment
- Water, agriculture and food.

The work will be organised in plenary sessions of seventy-five minutes each. Two and three sessions respectively will be devoted to the first two topics. Each session will begin with two or three brief interventions, followed by an inclusive exchange among all participants. The themes of the sessions will be continued into lunch and dinner debates. The Marrakech meeting will end with a gala dinner on Sunday night.

With few exceptions, the Marrakech meeting will be “on the record”. Like the Evian conference, the proceedings will be published and will serve as a basis for preparing and organising the 2010 WPC.

Participants at the Marrakech meeting are selected mainly according to their expertise and international exposure, as seen in the light of the WPC mission. We will be particularly attentive to those states and companies, who have demonstrated their confidence in this project from the beginning. We will also be sensitive to respecting the natural balances between regions and cultures, between particular areas of governance, and between players and observers of the international system. To achieve its objectives, the WPC must seek to integrate these disparate perspectives into a common vision. It must also, in its approach, strike the right balance between the search for sustainable development for humanity and a critical view of the world today. Without continually cross-checking forecasting and strategy against reality, we risk fall into the traps of utopia or propaganda. To avoid these pitfalls, we will rely on the wisdom and quality of those who share our ambition, whose first concrete act was Evian, and whose second will be Marrakech.

Thierry de Montbrial
President and founder of the WPC
The 7th of June, 2009

Ordre du jour *Agenda*

Vendredi 30 octobre - Friday, October 30

19:30 Cocktail - *Cocktail*
20:30 Dîner - *Dinner*

Samedi 31 octobre - Saturday, October 31

8:30 - 9:30 Ouverture de conférence
Opening of Conference

9:30 - 11:00 Session 1 : « L'architecture de la gouvernance politique »
Session 1: "Architecture of Political Governance"

11:00 - 11:30 Pause café - *Coffee break*

11:30 - 12:45 Session 2 : « La gouvernance macroéconomique »
Session 2: "Macro-economic Governance"

12:45 - 15:00 Déjeuner-débat - *Lunch debate*

15:00 - 16:15 Session 3 : « L'avenir du capitalisme »
Session 3: "The future of capitalism"

16:15 - 16:45 Pause café - *Coffee break*

16:45 - 18:15 Session 4 : « L'énergie et le climat »
Session 4: "Energy and Climate"

18:15 - 18:45 Mini session 1 : « Migrations »
Mini session 1: "Migrations"

20:00 - 22:00 Dîner-débat - *Dinner debate*

Dimanche 1 novembre - Sunday, November 1

- 9:00 - 10:45** Session 5 : « La sécurité »
Session 5 : "Security"
- 10:45 - 11:45** Session 6 : « Les réglementations économiques et financières »
Session 6: "Economic and Financial regulations"
- 11:45 - 12:15** Pause café - *Coffee break*
- 12:15 - 13:30** Session 7 : « Le droit international »
Session 7: "International law"
- 13:30 - 15:30** Déjeuner-débat - *Lunch debate*
- 15:30 - 17:00** Session 8 : « La santé et l'environnement »
Session 8: "Health and the Environment"
- 17:00 - 17:30** Pause café - *Coffee break*
- 17:30 - 18:45** Session 9 : « L'eau, l'agriculture et l'alimentation »
Session 9: "Water, Agriculture and Food"
- 18:45 - 19:15** Mini session 2 : « Le rôle des régions dans la globalisation »
Mini session 2 : "The role of regions in globalization"
- 19:15 - 19:45** Conclusions - *Conclusions*
- 21:00** Dîner de gala - *Gala dinner*



Thèmes

Themes

THEME

1

La gouvernance politique

La mondialisation a multiplié les unités politiques ayant prise sur le système international, et pouvant l'affecter plus ou moins gravement. Comment assurer la coexistence entre ces unités politiques, comment rendre leurs conflits gérables de façon pacifique et compatibles avec la stabilité globale du système ? Deux décennies après la fin de la guerre froide, l'émergence progressive d'un nouveau monde multipolaire, hétérogène et global suggère d'abord d'évaluer la pertinence des institutions existantes, aux niveaux mondial et régional. Quel bilan dresser des mutations de l'ONU et quelles réformes sont nécessaires pour dépasser les actuels blocages – y compris le blocage sur la réforme elle-même ? Quelle est l'efficacité présente des systèmes régionaux de sécurité – dont on attendait tant au début des années 90 –, ou des regroupements régionaux de défense ? Les exemples européens (OSCE, Alliance atlantique, UE...), africains (réforme de l'UA, initiatives des regroupements sous-régionaux), ou asiatiques (Asean, tentatives de mise sur pied de nouveaux forums de sécurité) fournissent à cet égard les premières leçons à tirer.

Parallèlement aux institutions, dans leur triple rôle de forums, de producteurs de normes, et de régulateurs des crises, d'autres processus jouent un rôle important pour la résolution de

Political Governance

Globalization has multiplied political units that play a role in the international system and have a capacity to affect it more or less seriously. How to ensure coexistence among these political units? How to make their conflicts manageable in peaceful ways, compatible with the system's global stability? Two decades after the end of the Cold War, the progressive emergence of a new multipolar world, heterogeneous and global, first suggests the need to evaluate the pertinence of existing institutions at the global and regional levels. What assessment can be given of the mutations of the United Nations and what reforms are needed in order to overcome current blockages – including the blockage of reform itself? How efficient are regional security systems today – systems from which we expected so much in the 1990s – or regional defense groupings? European examples (OSCE, Atlantic Alliance, European Union etc.) as well as African ones (reform of the UA, initiatives for sub-regional groupings) and Asian ones (ASEAN, attempts to build new security forums) all provide the first series of lessons in this respect.

In parallel to the institutions, with their triple functions as forums, norms producers and crisis regulators, other processes play an

problèmes aujourd'hui centraux : particulièrement la prolifération des armements, et le désarmement. Les crises coréenne et irakienne – après les exemples irakien ou libyen... – confrontent manifestement les dispositifs anti-prolifération, institutionnels ou non (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI)...), à leurs limites. De même la reprise, après un long gel, des négociations de désarmement entre Washington et Moscou n'épuise pas le problème : quelle place auront demain les armes nucléaires dans les équilibres globaux – sur quelle vision du monde devra donc s'appuyer un TNP rénové ? –, quels processus doivent être mis en place pour traiter de manière efficace des autres types d'armes (armes conventionnelles en général, ou les si meurtrières armes de petit calibre) ?

Au-delà des institutions et des processus à conforter ou développer, il s'agit aussi d'intégrer, comme éléments déterminants de la gouvernance mondiale, les outils hérités des réflexions et expérimentations des dernières décennies. On pensera ici aux mesures de création de la confiance, désormais présentes universellement : leur enracinement, leur développement sont essentiels, en particulier pour une gestion préventive des conflits. Quant aux méthodes de gestion des crises, avec l'apport des cultures stratégiques et des expériences de tous les acteurs qui ont eu à en connaître depuis vingt ans, elles constituent un champ prometteur d'étude et de coopération entre les États.

L'ensemble de ces moyens, institutionnels, politiques et conceptuels devront se combiner dans une gouvernance globale du système international pour organiser la co-existence à la fois conflictuelle et pacifique à laquelle aspire la société des États.

Le sujet sera traité au cours de deux sessions :

1. L'architecture de la gouvernance politique
2. La sécurité

important role for the resolution of today's central problems: in particular, weapons proliferation and disarmament. The North Korean and Iranian crises – following the Iraqi or Libyan examples – visibly confront non-proliferation measures, be they institutional or not (Non Proliferation Treaty, International Atomic Energy Agency, Proliferation Security Initiative). Similarly, the resumption, after a long hiatus, of disarmament negotiations between Washington and Moscow does not resolve the problem: what role will nuclear arms play tomorrow in the global equilibrium? On what vision of the world will a new NPT have to be based? And what processes must be established to deal effectively with other types of arms (conventional weapons in general, or low caliber murderous ones)?

Beyond the institutions and the processes which must be reinforced or developed, one must also integrate the tools inherited from thinking and experimentation these last few decades. This brings to mind confidence-building measures which are now present universally, whose establishment and development are essential, in particular when it comes to preventive conflict management. As for the methods of crisis management, with the help of strategic cultures and the experience of all the actors who have gotten to know them over the last 20 years, they constitute a promising field for the study of and cooperation between states.

Together, these institutional, political, conceptual approaches will have to combine in a global governance of the international system to organize peaceful yet competitive coexistence to which the society of states aspires.

The topic will be covered during two sessions:

1. Architecture of Political Governance
2. Security



*First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France
Nicolas Sarkozy and Dmitry Medvedev*

THEME

2

La gouvernance économique et financière

La crise économique et financière a mis fin aux espoirs d'une mondialisation tranquille, propageant paisiblement le marché et la démocratie. Face à la crise, par nécessité, les gouvernements sont en première ligne. Les États sont massivement de retour. Dans un monde où plusieurs formes de capitalisme semblent en concurrence, les valeurs, les intérêts occidentaux sont remis en cause. Aujourd'hui, la mondialisation paraît clairement plus fragile qu'on ne le pensait. Et pourtant, il n'y a pas d'alternative envisageable : l'échec de la mondialisation serait le pire des scénarios. Les défis auxquels l'économie mondiale fait face sont immenses : montée du chômage, incertitudes financières, rareté des ressources, tout cela rend l'avenir opaque, place les décisions des entreprises dans un contexte plus incertain et plus risqué et fait obstacle aux projets de développement.

Aujourd'hui, l'économie mondiale a besoin d'une régulation d'ensemble. Face à ces défis, la gouvernance du système international a

Economic and Financial Governance

The economic and financial crisis has dashed hopes for a tranquil form of globalization that would peacefully promote the expansion of free-markets and democracy. In the face of this crisis, and out of necessity, governments are the first responders. States have made a massive comeback. In a world in which several forms of capitalism seem to be competing, Western values and interests are called into question. Today, globalization appears much more fragile than it was once thought to be. And yet, there is no viable alternative: the failure of globalization would be the worst of all scenarios. The challenges which the world economy must overcome are tremendous: the rise of unemployment, financial uncertainty, a dearth of resources – all of this makes the future unclear, puts the decisions that companies must make into a more uncertain and riskier context and jeopardizes development projects.



*WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France
Thierry de Montbrial and Jean-Claude Trichet*

vieilli. Nous héritons d'institutions qui reflètent les réalités de l'après-guerre, de la décolonisation et de la guerre froide. Elles sont mal adaptées à un monde marqué par l'émergence de puissances nouvelles. La réunion des chefs d'État au format G20 est une initiative porteuse d'avenir. En abordant la régulation de la finance, elle n'a encore fait que le premier pas. Ce sont les suivants qu'il faut maintenant imaginer et mettre en application.

- La mondialisation a-t-elle atteint son pic ?
- Quelles sont les bonnes politiques budgétaires et monétaires ? Une coopération internationale plus active est-elle nécessaire ?
- Quelle « stratégie de sortie » préparer et comment ?
- Jusqu'où peut et doit aller la coordination des nouvelles régulations financières ?
- Comment assurer un meilleur ajustement entre épargne et financement à l'échelle mondiale ? Comment assurer une évolution harmonieuse des balances de paiements ?
- Quelles initiatives prendre pour repousser les tentations protectionnistes et stimuler le commerce mondial ?
- Quelles conséquences peut avoir la remise en cause du « capitalisme financier anglo-saxon » ?
- Quelles sont les conséquences politiques des incertitudes économiques et sociales ? Comment faire face aux risques de nationalisme économique ?
- Prolongeant les initiatives du G20, faut-il de nouvelles formes de gouvernance mondiale dans les domaines économique et financier ?

Today, the world economy requires a comprehensive form of regulation. In the face of these challenges, the governance of the international system has aged. We are inheriting institutions that reflect the realities of the period that followed World War II, decolonization and the Cold War. They are poorly adapted to a world now marked by the emergence of new powers. The meeting of Heads of State in the G20 format is a hopeful initiative. By tackling financial regulation, it has taken only the first step. It is the next series of steps that we must now imagine and put into practice.

- Has globalization reached its peak?
- What are the appropriate budgetary and monetary policies? Do we need a more active international cooperation?
- What is the appropriate exit strategy and how to put it into practice?
- How far should we push the harmonization of new financial regulations?
- How to ensure a better adjustment between savings and investment on a global scale? How to ensure the harmonious evolution of balances of payments?
- What initiatives could more powerfully push back nationalist and protectionist temptations and stimulate international trade?
- What could be the consequences of calling into question the anglo-saxon financial capitalism system?
- What political consequences could derive from economic and social strains? How to confront the risks of economic nationalism?

Le sujet sera traité au cours de trois sessions :

1. La gouvernance macroéconomique : efficacité des politiques budgétaires, politiques monétaires non conventionnelles ; stratégies de sortie ; commerce mondial, nationalisme économique ; avenir des pays pauvres ; mouvements de capitaux et taux de change ; système monétaire international ; gouvernance (G20, FMI...)
2. Les régulations économiques et financières : supervision bancaire, infrastructures de la mondialisation (normes comptables, agences de notation...) ; nouveau *business model* pour les banques ; circulation mondiale de l'épargne ; transfert d'argent (*remittances*) ; accord sur les investissements ; gouvernance (G20, Financial Stability Board...)
3. L'avenir du capitalisme : remise en cause du « modèle anglo-saxon » ; diversité des « modèles » ; création et répartition de la richesse ; actionnaires (*shareholders*) et « parties prenantes » (*stakeholders*) ; menaces sur les classes moyennes ; aversion au risque et demande de protection ; « esprits animaux » et intervention de l'État ; quelle coopération internationale pour cette nouvelle étape de la mondialisation ?

- Taking the G20 initiatives further, is there a need for new forms of world governance in the economic and financial domain?

These issues will be discussed during 3 sessions:

1. Macro-economic Governance: the efficiency of budgetary policies, non-conventional monetary policies, exit strategies, world trade, economic nationalism, the future of poor countries, movement of capital and exchange rates, international monetary system, governance (G20, IMF etc.)
2. Economic and Financial Regulations: banking supervision, the infrastructure of globalization (accounting standards, rating agencies...), a new business model for banks, remittances, governance (G20, Financial Stability Board etc.)
3. The future of capitalism: the recasting of the anglo-saxon model, the diversity of models, the creation and distribution of wealth; shareholders and stakeholders; challenges to the middle class, risk aversion and seeking protection, "Animal Spirits" and the intervention of the State; what kind of international cooperation for this new phase of globalization?

THEME

3

Le droit international

Pour certains, la notion de gouvernance est étrangère au droit international, voire au droit. Elle désigne des processus d'articulation et de décision entre des instances différentes, de statuts variés, qui coopèrent afin de résoudre des problèmes d'intérêt commun. G7, G8, G20, forums empiriquement mais régulièrement constitués, répondent en partie à cette demande. Mais elle demeure davantage un désir et un besoin qu'une réalité. Quel rôle pourrait y jouer le droit international ? Il lui faut pour cela répondre à la double dimension de la gouvernance. Régulatrice, elle pose des normes de

International Law

For some, the notion of governance has nothing to do with international law, and even with law more generally. It refers to the process of articulation and decision-making among different instances, of different statutes, which cooperate so as to resolve problems of common concern. The G7, G8 or G20 forums, which have been constituted empirically but regularly, partly satisfy this demand. But this remains above all a desire and a need, more than it does a reality. What role could international law play in this context? It would have to satisfy the double dimension of gover-

comportement durables, afin d'assurer la sécurité des relations entre acteurs, leur confiance mutuelle, la prévisibilité de leurs comportements, l'efficacité des prescriptions arrêtées. Décisionnelle, elle doit permettre de s'adapter rapidement aux changements, de réagir aux situations de crise ou d'urgence en écartant les règles ordinaires, voire en les modifiant en fonction d'un nouveau contexte durable.

Le droit international, instrument de la double dimension de la gouvernance

Le droit international régit une société qui repose sur une pluralité d'acteurs : les États. Chacun conduit sa politique propre mais tous ont des intérêts communs. Leurs relations ne sont pas en théorie fondées sur un principe hiérarchique mais sur une logique horizontale de contrat, et leurs intérêts s'ajustent par la négociation. Leur désir partagé est de conserver leur statut dominant, comme instances légitimes et efficaces de régulation internationale, mais aussi comme acteurs principaux face aux situations de crise qui appellent des décisions rapides et cohérentes. Pour y contribuer, le droit international leur offre des techniques variées.

Le droit international, instrument de régulation

Dans le domaine des relations pacifiques, celui des échanges économiques et commerciaux, l'OMC est la dernière grande organisation internationale constituée, après la fin de l'affrontement Est-Ouest. Organisation aux structures légères, aux pouvoirs faibles mais aux ambitions élevées, elle repose sur deux piliers, l'adaptation et l'ajustement – adaptation par des accords qui ouvrent progressivement les marchés ; ajustement par le règlement des différends commerciaux entre États liés à ces accords. Comment sortir des blocages actuels ? Quelles leçons tirer de la technique originale de règlement des différends pour d'autres domaines des relations internationales ?

Le droit international, instrument de gestion des crises

Le Conseil de sécurité, qui en est l'instrument principal, consacre l'inégalité juridique entre États, repose sur la situation privilégiée des membres permanents, peut prendre des décisions obligatoires pour tous et utiliser la contrainte. Il doit répondre à des situations de crise, dans l'urgence. Il correspond à la dimension décisionnelle de la gouvernance, puisqu'il peut écartier les règles ordinaires pour leur

nance. In its regulatory dimension, governance creates norms of sustainable behavior, so as to ensure the security of relations among actors, their mutual trust, the predictability of their behavior, the efficiency of established prescriptions. In its decisional dimension, it must allow to adapt rapidly to change, to react to crises or urgent situations by casting aside ordinary rules, or even modifying them in light of a new durable context.

International law as an instrument of governance's double dimension

International law governs societies based on a plurality of actors: States. Each one conducts its own policies but they share common interests. Their relations are theoretically not based on a hierarchical structure, but on a horizontal contractual logic, and their interests adjust through negotiation. Their common wish is to preserve their dominant status as legitimate and efficient actors of international regulation, but also as principal actors faced with international crises and situations which call for quick and coherent decisions. In this context, international law offers a number of useful techniques.

International law as a regulatory instrument

In the field of peaceful relations, that of economic and commercial exchanges, the WTO is the last great organization to have been established after the end of the East-West confrontation. With a light structure and limited power, but with strong ambitions, the WTO rests upon two pillars, adaptation and adjustment – adaptation through agreements which progressively open markets; and adjustment by resolving the various trade disputes among states, as they pertain to these agreements. How to emerge from the current gridlock? What lessons should be drawn from the original techniques of conflict resolution for other aspects of international relations?

International law as a mechanism of crisis management

The UN Security Council, which is the principal instance and tool of international crisis management, sanctions juridical inequality among states, resting upon the privileged position of the permanent members. It can take decisions



WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France
Bertrand Collomb and HRH Prince Turki Al-Faisal

substituer un droit d'exception. Il a montré une grande capacité d'adaptation face à des crises majeures au cours de ces dernières décennies, mais il est souvent critiqué pour l'inégalité qu'il établit entre les États comme pour sa composition jugée archaïque, voire récusé par les États-Unis qui répugnent à se soumettre aux contraintes qu'il implique. L'instrument n'est pas toujours suffisamment utilisé. Comment le renforcer, l'adapter, accroître son efficacité ? Le réformer ne conduirait-il pas à le détruire ?

Techniques juridiques de la gouvernance mondiale

Les principes et techniques du droit international sont indispensables à une gouvernance mondiale équilibrée et efficace.

La *primauté absolue des États* dans la société internationale, leur souveraineté et leur égalité sont des principes de rationalité, de stabilité et d'équilibre indispensables à une gouvernance efficace. Quelle place pour les acteurs non étatiques ? Le *multilatéralisme* classique associe participation universelle et répartition des rôles en fonction de la puissance relative des États. En panne de projet organisateur, il est incapable de définir un intérêt commun qui transcenderait les revendications particulières de membres d'une société profondément hétérogène. Comment contribuer à la relance du multilatéralisme, clef d'une gouvernance mondiale ? Quant à l'*unilatéralisme institutionnel*, il ne se limite

that are binding for all, and make use of constraints. It must respond to crisis situations in a timely manner. It is in keeping with the decisional dimension of governance, since it can cast aside ordinary rules and substitute exceptional measures. It has demonstrated a great ability to adapt in the face of major crises in the last decades, but is often criticized for creating inequality among States though a composition which many deem archaic, and even recused by the United States, which are reluctant to accept the constraints that it seeks to imply. This instrument is not always made sufficient use of. How to reinforce it, adapt it and enhance its efficiency? Would reforming it not bring on its demise?

Legal techniques for global governance

The principles and techniques of international law are indispensable for a balanced and efficient system of global governance.

The absolute primacy of States in international society, their sovereignty and their equality are based on principles of rationality, stability and equilibrium which are indispensable for effective governance. What role for non-State actors? Classical *multilateralism* calls for a combination of universal participation and an allocation of tasks based on the relative power of states. Lacking an organizing project, it is unable to define a common interest which would transcend the specific requests from the members of a deeply heterogeneous international

pas au Conseil de sécurité. Il peut répondre aux situations d'urgence comme au besoin de normes universelles, dans le domaine de la santé publique notamment. Comment le rendre légitime et efficace ?

Le *soft law*, ou instruments concertés non conventionnels, non juridiquement obligatoires mais respectés lorsqu'ils sont équilibrés et porteurs de confiance mutuelle, est une technique souple, adaptée à la gouvernance. En revanche, quel rôle peuvent remplir les *juridictions internationales*, qui se multiplient depuis quelques décennies, dans un processus politique et non judiciaire ? Peuvent-elles répondre efficacement à des situations de crise ou d'urgence ? Peuvent-elles constituer un instrument de régulation autre que marginal ?

society. How to contribute to the revival of multilateralism, which is a key of global governance? As for *institutional unilateralism*, it does not limit itself to the Security Council. It can manifest itself in response to urgent situations and also in response to the need for universal norms, notably in the domain of public health. How to make it more legitimate and effective?

Soft law, or concerted instruments which are not conventional and not legally binding but respected when they are well-balanced and carry mutual trust, is a flexible technique which is well-suited for governance. On the other hand, what role for *international jurisdictions* which have multiplied over the last several decades, in the political and non judicial process of governance? Can they efficiently handle crises or urgent situations? Can they serve as mainstream regulatory instruments?

THEME

4

Les mouvements migratoires

Les migrations internationales sont un enjeu global auquel tous les États sont confrontés. En quinze ans, les migrations se sont étendues à toutes les régions de la planète. La population mondiale des migrants a fortement augmenté. Le poids des transferts d'argent des migrants est de plus en plus important pour les économies des pays d'origine. Des régions de départ sont aussi devenues des zones importantes de transit et d'arrivée. Les migrations ont transformé les relations internationales. En même temps, le sujet est politiquement très sensible et médiatisé, ce qui conduit à déformer la vision des véritables enjeux.

Aujourd'hui, les États hésitent. Ils considèrent de plus en plus les migrations comme un facteur de croissance économique et de développement mondial, mais ils conduisent encore des politiques restrictives qui se sont d'ailleurs montrées moins efficaces que prévu. Dans ce contexte, l'idée d'une gouvernance mondiale des migrations s'est progressivement imposée. Il s'agirait de réconcilier les objectifs des politiques migratoires des pays du « Nord », les intérêts des marchés internationaux, le

Migrations

International cross-border migration is a global challenge to which all States are confronted. In the last 15 years, migration has expanded to reach all regions of the planet. Across the globe, the population of migrants has increased dramatically. The impact of remittances on the economies of migrants' countries of origin is considerable. Departure points and regions of emigration have also become hubs of transit and arrival. Cross-border migrations have transformed international relations. At the same time, this is a politically loaded topic with much media coverage, which can cloud the assessment of the true issues at stake.

Today, states find themselves in a difficult conundrum. They increasingly consider cross-border migration to be a factor of economic growth and global development; yet they put into place restrictive policies, which have actually proven to be less effective than predicted. In this context, the idea of a world governance for migration has

développement des pays du « Sud » et le respect des droits et de la sécurité des migrants. Existe-t-il aujourd'hui un consensus sur le diagnostic des limites des politiques migratoires nationales ? Une gouvernance mondiale des migrations est-elle souhaitable ? Est-elle possible ? Si tel est le cas, quels peuvent être les objectifs et les moyens communs pour y parvenir ? Quel peut être le rôle des acteurs non étatiques, en particulier des entreprises ?

Ces questions sont porteuses de plusieurs défis : comment adapter la souveraineté nationale des États au phénomène global des migrations internationales ? Une gouvernance mondiale des migrations ne pourra pas se faire sans les États. Quels peuvent être les moyens institutionnels et politiques appropriés pour encadrer les migrations ? Autre question déterminante : quel est l'impact des migrations sur les rapports Nord/Sud ? Les migrations peuvent-elles faire émerger de nouvelles relations plus équilibrées et symétriques entre les pays de départ, de transit et d'arrivée ? Quels sont les vrais enjeux du lien entre migration et développement ? Comment résoudre le dilemme de la « fuite des cerveaux » ? Comment anticiper l'avenir et notamment l'impact programmé du changement climatique sur les migrations ? Les migrations sont-elles aussi un moyen de régulation des problèmes démographiques au « Nord » comme au « Sud » ? Dernier défi : l'évolution des sociétés nationales dans un monde de migrations. Une mobilité humaine plus forte ne doit pas s'accompagner d'une montée des replis identitaires, xénophobes et racistes. Comment y parvenir ?

progressively taken hold. It was a matter of reconciling the policy objectives of “Northern” countries, the interests at play on the international marketplace, the development of “Southern” countries and the respect of the rights and security of migrants. Today, does a consensus exist on the diagnosis of the limits of national migratory policies? Would a form of world governance in the area of migration make sense? And if it does, what can the objectives be, and the common means to achieve it? What can be the role of non-state actors, and in particular of companies?

This raises several challenges: how to adapt the national sovereignty of States to the global phenomenon of cross-border migration? A global governance of migration will not be possible without States. Nevertheless, what can be the appropriate institutional and political means to regulate migration? Another decisive question: what is the impact of migrations on North/South relations? Can cross-border migration pave the way to new, more balanced and symmetrical relations between the countries of departure, transit and arrival? What are the real common issues at stake with respect to migration and development? How to solve the dilemma of the “brain drain”? How to foresee the future, and notably the anticipated impact of climate change on migratory flows? Is migration also a global means of regulation for demographic problems in the North as well as in the South? Last challenge: the evolution of national societies in a world of migration. A stronger human mobility should not be accompanied by a rise of xenophobic and racist identities. How to ensure that this is the case?

*WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France
Mustapha Terrab, Fouad Ali El Himma, Thierry de Montbrial, Nicolas de Germy, Fathallah Oualalou*



L'énergie et le climat

La même énergie qui nous chauffe, nous éclaire et cuit nos aliments est au cœur d'un des plus grands défis rencontrés par l'humanité. Personne n'a jamais contesté qu'il y a pour chaque homme, chaque femme, chaque enfant sur terre largement assez d'énergie propre et fiable, mais beaucoup en sont privés. L'usage de l'énergie par l'homme a évolué au cours des millénaires mais c'est seulement pendant les 150 dernières années que les énergies fossiles ont pris une part prépondérante dans nos besoins énergétiques.

Les énergies fossiles sont extraites de la terre, quel que soit le lieu où on les trouve. Leur répartition est inégale dans le monde, créant des nantis et des démunis. Ceci a conduit à de la compétition et des conflits entre nations et à l'intérieur des nations.

Les énergies fossiles sont extraites de la nature souvent sans tenir compte de l'impact sur le bien commun ou les intérêts des populations voisines. Le commerce de ces combustibles enrichit les gouvernements et les pays exportateurs, mais selon la qualité de la gouvernance dans ces pays, la richesse générée par les énergies fossiles peut être source de croissance et d'amélioration du niveau de vie des populations, ou bien elle peut conduire à la corruption, à des régimes autoritaires et à l'exclusion. Beaucoup a été écrit sur la malédiction des ressources et elle a été bien étudiée, mais elle continue de ravager de nombreux pays producteurs.

Pour l'avenir, qui commence maintenant, la combustion de grandes quantités d'énergies fossiles a un impact négatif visible sur le climat mondial et aura des conséquences catastrophiques dans les prochaines décennies si nous continuons dans la même voie.

Quelles sont les énergies du futur et comment allons-nous les déployer suffisamment rapidement pour prévenir des conséquences inévitables ? Quelles vont être les émissions de CO₂

Energy and Climate

The same energy that warms us, lights us and cooks our food is at the center of some of the greatest challenges to mankind. There has never been any question that there is ample clean, reliable energy for every man, woman and child on earth, but many do without. Man's use of energy has evolved over the millennia, but it is only in the past 150 years that fossil fuels have come to dominate our energy requirements.

We extract these fossil fuels from the earth wherever they are found. They are not evenly distributed around the world and create therefore haves and have nots. This has led to competition and aggression between nations and within nations.

They are extracted from nature often without due regard for the impact on the global commons or the interests of neighboring populations. Trade in these fuels enriches governments and exporting nations, but depending on the quality of governance in those countries, the wealth generated by fossil fuels can be a source of growth and improving welfare, or it can lead to corruption, autocracy and exclusion. The resource curse has been written about and well studied, but it still ravages many resource rich countries.

en 2050 dans des pays dont les émissions varient de 44 tonnes à 0.01 tonnes par habitant ? Comment faire en sorte qu'une plus grande partie de la population mondiale dispose d'énergie propre, sûre et à des prix raisonnables ? Comment, enfin, peut-on améliorer la gouvernance mondiale afin de réduire les conflits qui trouvent leur origine dans la distribution inégale des ressources énergétiques ?

Les institutions qui cherchent des réponses à ces défis n'ont pas vraiment évolué depuis les années 60. Elles sont encore essentiellement bimodales, Nord/Sud, G77/pays développés, riches/pauvres. Elles monopolisent encore les débats et cherchent à atteindre des consensus, mais n'importe qui peut tout bloquer ou verrouiller. Ce mode de négociations a démontré son inefficacité depuis presque 20 ans. Quelle a été la dernière négociation commerciale multilatérale couronnée de succès ? La convention sur le droit de la mer qui a nécessité 14 ans de négociations n'est toujours pas ratifiée par tous. La charte de l'énergie attend encore les ratifications des États-Unis et de la Russie. Le protocole de Kyoto est un tabouret à deux pieds.

L'éditeur de la revue *Foreign Policy*, Moises Naim, a suggéré de remplacer multilatéralisme par minilatéralisme. Est-ce que Kyoto peut réussir à Copenhague en décembre prochain avec 180 pays autour de la table ? Ce sont toujours les mêmes débats bimodaux qui dominent bien qu'ils soient souvent bimodaux par commodité et non par conviction. On assiste à du multilatéralisme défensif. Doit-on déplacer ou formuler ces débats dans un forum plus restreint ? Il y a le G8, le G20 et le MEF (*Major Economies Forum*, qui réunit 16 pays). Mais dans tous, les principaux États européens parlent à plusieurs voix quand la Chine et l'Inde n'expriment qu'une voix chacun. Il est possible que le cœur d'une solution effective au changement climatique soit d'abord trouvé dans une entente bilatérale sur des principes généraux, entre les États-Unis et la Chine, solution qui pourra être étendue à la Conférence des Parties de l'UNFCCC via le MEF ou le G20. L'implication de tous doit-elle être forcément synonyme de paralysie ?

L'Union européenne a une longue pratique de la subsidiarité. Cependant, dans le multilatéralisme actuel, les pays cherchent à définir à la fois les principes et les modalités d'application d'un accord. C'est une surcharge pour les

For the future, which starts now, the burning of vast quantities of fossil fuels is having a discernable negative effect on world climate and will have a catastrophic effect in the next decades if we continue on our present path.

What are the energies of the future and how do we deploy them rapidly enough to forestall insurmountable consequences? What are the carbon trajectories to 2050 for countries in which carbon emissions vary from 44 tons per capita to 0.01 tons per capita? How do we assure that more of the world's population can have access to clean, reliable, affordable energy? And how do we improve international governance so as to reduce conflicts that take their origin in the uneven distribution of natural energy resources?

The institutions looking for answers to these challenges have not really evolved since the 1960s. They are still basically bimodal, north/south, G77/Industrialised countries, rich/poor. They still centralize the debates and seek to negotiate consensual outcomes – but anyone can block or bolt. This mode of negotiation hasn't worked for nearly two decades. What was the last successful multilateral trade negotiation? The Law of the Sea took 14 years and is still not fully ratified. The Energy Charter lacks the US and Russia ratification. The Kyoto Protocol is a stool with two legs.

Foreign Policy editor Moise Naim has suggested replacing multilateralism with minilateralism. Can Kyoto succeed in December in Copenhagen with 180 countries around the table? The same bimodal debates dominate although they are often bimodal for convenience – not conviction. It is defensive multilateralism. Should the debate be moved to or shaped in a smaller forum? There is the G8, the G20 and the Major Economies Forum (MEF) (16 countries). But in all of these, major European states speak with several voices – China and India with one each. Possibly the core of any effective climate change solution is to be found first in a bilateral US/China entente on broad principles – then expanded via the MEF or G20 to the Kyoto Conference of the Parties. Does inclusiveness need to mean paralysis?

The European Community has long practiced subsidiarity. Yet in current multilateralism, countries seek both to establish principles and to identify modalities. This is an overload on heads of state. Once principles are established, implementation and modalities should



*First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France
Raïla Amolo Odinga and Abdoulaye Wade*

chefs d'État. Une fois les principes établis, la mise en œuvre et les modalités devraient être déléguées à des entités subsidiaires détenant la compétence technique nécessaire. Les postures politiques et les discours moralisateurs peuvent être maintenus hors de ces discussions subsidiaires.

Les discussions sur la régulation du climat ont commencé à prendre forme en 1988. Nous sommes 20 ans plus tard et les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Il ne nous reste plus que 40 ans d'ici 2050, date limite pour stabiliser et diminuer les émissions de CO₂. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre davantage de temps.

be split off into subsidiary bodies with the relevant technical competence. Political posturing and defense of the moral high-ground can be kept out of these subsidiary talks.

Climate talks began to take shape in 1988. It is already 20 years later and GHG emissions continue to grow. There remain only 40 years to 2050, a deadline for emissions stabilisation and decline. We cannot afford to lose more time.

La santé et l'environnement

Santé et Environnement se sont lentement imposés comme objets des relations internationales depuis le XIX^e siècle. Épidémies et pollutions ne connaissent pas de frontières : face à elles, les collectivités humaines sont donc évidemment interdépendantes. L'accélération de la mondialisation ajoute à cette interdépendance objective une interdépendance médiatique, qui mêle et homogénéise les réactions des différents publics touchés par un accident industriel transfrontalier, ou par une épidémie de grippe. Face à cette mondialisation, les réponses politiques aux problèmes sanitaires et environnementaux demeurent partielles. De nouvelles institutions, des normes, des outils de financement innovants ont été créés, mis en œuvre, ou consolidés au niveau global, mais l'ensemble n'évoque qu'un tissu de gouvernance mondiale informe, d'apparence décousue et parcellaire. Comment améliorer et élargir ces formes de gouvernance émergentes pour les rendre plus aptes à répondre aux crises et à prévenir les risques sanitaires et environnementaux ? A-t-on besoin d'un véritable système de gouvernance, centralisé et formel – par exemple autour d'une OMS pour l'heure très décentralisée – ou d'une « Organisation Mondiale de l'Environnement » encore à naître ? Ou peut-on se contenter de renforcer le cadre fluide qui existe aujourd'hui, et qui permet déjà une harmonisation progressive des politiques par la diffusion des idées et des analyses d'une sphère à l'autre ? Existe-t-il d'autres options ?

Ces questions structurelles en appellent d'autres, plus précises et tout aussi essentielles. Comment assurer une meilleure cohérence stratégique entre les multiples acteurs de la gouvernance globale de la Santé et de l'Environnement ? Comment consolider un intérêt, une mobilisation, qui peuvent seuls permettre la réunion de fonds suffisants en période de crise financière et économique ? Comment prendre en charge des enjeux moins visibles, plus délicats, ou plus ambitieux : lutte contre la

Health and the Environment

Health and the environment have gradually imposed themselves as objects of international relations since the 19th century. Epidemics and pollution know no borders, and in their wake human communities find themselves inescapably interdependent. The increasing pace of globalization adds another dimension to this objective interdependence, fostered by the media whose coverage of events puts together and homogenizes the experiences and reactions of different audiences, confronted with a trans-border industrial accident or an influenza epidemic. In the face of this globalization process, political responses to health and environment issues remain partial. New institutions, norms, innovative financing mechanisms have been created, implemented or consolidated at the global level, but taken together, they present the picture of a shapeless global governance network, of a sketchy and uneven texture. How can those emerging forms of governance be improved and empowered to respond to crises and prevent health and environmental risks? Do we need a true formal and centralized governance system – for instance around the WHO, which remains highly decentralized today – or a “World Environment Organization,” which is yet to be created? Or should one rather aim to strengthen the existing fluid framework, which allows for a progressive harmonization of policies through the dissemination of ideas and analyses across different political spheres? And are there other options?

Such questions, relative to the structure of a global governance system, raise other ones, more specific but just as essential. How can we improve the strategic coherence between the many actors of the global health and environmental governance field? How can we consolidate the interest and the mobilization that alone can allow for the pooling of sufficient funding in

pollution des *Global Commons* – océans, espace –, lutte contre les maladies non transmissibles, réformes structurelles des systèmes de santé... ? Comment appréhender le rôle de la science au service de la décision politique, en tenant compte des incertitudes du savoir ? Comment développer des processus équitables autorisant un meilleur accès aux médicaments, à l'innovation technologique (par exemple les transferts technologiques nécessaires à la lutte contre le changement climatique) ? Quel équilibre établir entre la protection des échanges et de la prospérité économique d'une part, et de l'autre la protection de la Santé et de l'Environnement, notamment eu égard aux leçons de la nouvelle grippe A/H1N1 ? Comment s'assurer du respect des engagements pris par les acteurs clefs de la gouvernance internationale, comment pallier leurs éventuelles défaillances ? Faut-il généraliser les procédures d'évaluation, d'audits ? Adopter une « responsabilité de protéger » environnementale et sanitaire ? Toutes ces questions, pour certaines anciennes et pour d'autres émergentes, doivent être prises en compte pour dessiner l'avenir, et le développement d'un nouveau système – ou du meilleur système possible – de gouvernance internationale pour la Santé et l'Environnement.

a period of financial and economic crisis? How can we take care of the less visible, more delicate or more ambitious issues, such as the fight against the pollution of the Global Commons – ocean, space, etc. – the fight against non communicable diseases, the structural reform of health systems? How can we frame the contribution of science to political decision-making, taking into account the uncertainties that come with any form of knowledge? How can we develop equitable processes to allow for a better access to medicine and technological innovation (for example to the technological transfers needed in most developing countries to address climate change)? What balance can and should be established between the protection of trade and economic benefits on one side, and health and the environment, on the other, especially with regards to lessons that could be learned for the management of the new A/H1N1 influenza? How can we ensure that commitments taken by key actors are fulfilled, and how could we palliate to their failures? Should evaluation processes and audits be generalized? Should a health and environmental “responsibility to protect” be adopted? All these questions, some old and some emerging must be addressed to prepare for the future, and for the development of a new global health and environmental governance system or at the very least the refinement of existing options.

WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France



L'eau, l'agriculture et l'alimentation

• L'eau :

D'un côté, l'eau doit être accessible à tous les hommes. Il y a bien aujourd'hui un « quasi-droit » à l'eau pour tous. De l'autre côté, l'eau, ressource fondamentale et longtemps considérée comme illimitée, devient, du fait de l'explosion et de la diversification des demandes, un bien rare ou marchand, soumis aux lois de l'économie. Il faut 1 000 litres d'eau pour produire un kilo de blé, 15 000 litres pour un kilo de viande.

Les problèmes d'eau sont d'abord régionaux : zones industrielles subissant des pollutions massives ; régions désertiques ou semi-désertiques confrontées à une augmentation brutale des consommations (croissance des populations, agriculture, industrialisation, urbanisation...). De plus, dans de nombreuses parties du monde (en particulier, fleuves traversant plusieurs États), la question de l'eau ne peut être séparée du défi plus général de l'organisation de la région : quelle paix, quelle sécurité, quels liens entre les protagonistes ? Exemples : aménagement du Danube ; disputes autour du Tigre et de l'Euphrate ; Palestine ; Nil partagé entre dix États ; fleuves du Sinkiang (Irtysh, Ili)...

- Quels dispositifs régionaux permettraient de mieux gérer l'eau ?
- Des règles ou institutions planétaires sont-elles nécessaires dans ce domaine ?

• L'agriculture et l'alimentation :

Tout comme l'accès à l'eau, une nourriture suffisante (quantité) et saine (qualité) pour l'ensemble de la population fait partie des besoins fondamentaux de toute société digne de ce nom. Environ un milliard d'hommes (1 dollar ou moins par jour) restent sous-alimentés. Les couches dites moyennes – 2 à 13 dollars par jour (en 1990, 1,4 milliard de personnes ; en 2006, 2,6) – sont très sensibles aux variations de prix (en 2008, la hausse spectaculaire des prix alimentaires a rappelé à ces catégories la précarité de leur condition).

Water, Agriculture and Food

• Water:

Today every human being is entitled to have access to water. There is a universal "quasi-right" to water for all. But, because of exploding and diversifying needs, water, a basic and vital element, traditionally seen as unlimited, is becoming a good in short supply, which must have a price, ruled by economic laws. If one kilo of wheat requires 1 000 liters of water, one kilo of meat requires 15 000 liters.

Water issues are first of all regional: industrial areas that generate a great deal of pollution, deserts or semi-deserts faced with sudden increases of water consumption (demographic growth, food production, industrialization, urbanization...). Moreover, in many parts of the world (particularly in the case of rivers flowing through several states), the water issue cannot be separated from the main political challenges of the region, affecting questions of peace, security, relations among regional actors. For example, the planning of the Danube river, disputes over the Tigris and Euphrates, the Middle East peace process, the fact that the Nile is shared among ten states, the Sinkiang rivers (Irtysh, Ili)...

- What kinds of regional plans promote more effective water management?
- Are global rules and institutions needed in this field?

• Agriculture and Food:

As access to water for all is a universally recognized right, a sufficient and healthy food supply for the whole population belongs to the basic needs which today must be fulfilled by any credible society. Around one billion people suffer from malnutrition (measured as having to live on one dollar or less per day). The so-called new middle classes in emerging countries (in 1990, 1.4 billion



WPC, First Edition, October 6-8, 2008, Evian, France

L'alimentation est perçue comme l'un des domaines majeurs de l'inégalité, le pauvre souffrant à la fois de sous-alimentation et de mal alimentation (diffusion de l'obésité). Plus généralement, un nombre croissant d'hommes, de sociétés, profitent ou veulent profiter d'une alimentation équilibrée (l'évolution de l'alimentation comme voie vers une vie meilleure).

Les marchés agricoles sont-ils des marchés comme les autres, ouverts et pris dans la compétition mondiale ? Ou l'agriculture, assurant la nourriture et donc la survie des populations, doit-elle obéir à une logique de sécurité, légitimant l'intervention du politique (réglementations, subventions, protections...) ?

Les sols, à leur tour, sont attirés dans la foire d'empoigne planétaire. La Chine, la Corée du Sud, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar figurent parmi les premiers acheteurs ou loueurs de terres arables, à grande échelle, dans des pays étrangers.

Idéalement, une bonne gouvernance mondiale dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation devrait se fixer les objectifs suivants :

- Garantir qu'aucun homme ne souffre de la faim ou de la sous-alimentation.
- Promouvoir une « bonne » alimentation sur toute la planète tenant compte notamment des liens entre alimentation et santé publique.
- Veiller à une meilleure exploitation des ressources (sols, animaux...) intégrant la préoccupation du développement durable.
- Élaborer un statut pour les terres, tiraillées entre au moins trois forces : demande croissante de sols ; souveraineté des États ; quête par ces États de recettes nouvelles.

people were living on \$2-13 per day; this number climbed to 2.6 billion in 2006) remain very dependent on food price fluctuations (in 2008, the striking rise of food prices reminded these people how precarious is their new wealth).

Food is perceived as a major sign of human inequality, the poor being both underfed and badly fed (huge spread of obesity). More generally, increasingly numerous populations and societies are claiming a balanced diet (a better diet being a way to an improved way of living).

Can food markets be handled like any other market, governed by free and open world competition? Or should agriculture, providing food and survival for human beings, be driven by security priorities, and demanding public intervention (regulations, subsidies, protection)?

Land takes on a role in the global free-for-all. China, South Korea, the United Arab Emirates, Saudi Arabia, Qatar are buying or renting arable grounds on a huge scale in foreign countries.

Ideally a viable global governance in agriculture and food should set up the following goals:

- To guarantee that no human being is underfed or badly fed.
- To promote healthy food in the whole world, being strongly aware of the links between food and public health.
- To monitor a better use of resources (soil, livestock...) within a global framework of sustainable development.
- To work out some form of international legal protection for land torn among at least three forces: an increasing demand for land; state sovereignty; the seeking of new income by the same states.



Lieu de la Conférence
Conference venue

Marrakech, une cité millénaire ouverte sur le monde

Alliant modernité et tradition, la ville ocre qui tient son nom de la couleur de ses murs, comble les visiteurs à la recherche d'authenticité et de bien-être. À quelques heures seulement des principales capitales européennes et dotée des infrastructures les plus récentes, la ville de Marrakech réunit tous les avantages pour accueillir la deuxième édition de la World Policy Conference.

Ville d'art et d'histoire, la perle du Sud a su préserver un patrimoine d'une richesse exceptionnelle. Fondée au XI^e siècle par les Almoravides, Marrakech fut longtemps un centre politique, économique et culturel majeur de l'Occident musulman, régnant sur l'Afrique du Nord et l'Andalousie. Des monuments grandioses témoignent de cette période tels que la mosquée de la Koutoubia, la Casbah, les remparts, les portes monumentales ou encore les jardins luxuriants. Plus tard, la ville accueillera d'autres merveilles, comme le palais Bandiâ, la medersa Ben Youssef, les tombeaux Saâdiens, etc. Autre lieu légendaire de la ville, la place Jemaâ El Fna, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, est un véritable théâtre en plein air qui émerveille les visiteurs venus du monde entier.

Au-delà d'un patrimoine culturel exceptionnel, Marrakech confirme sa vocation de terre d'accueil d'événements internationaux. Plusieurs congrès et rencontres internationales se sont tenus à Marrakech dont la signature des accords du GATT, le Symposium de l'Observatoire Social International, la Conférence mondiale sur les changements climatiques (COP7) ou encore le Congrès International de la Presse. Pour accueillir ces événements, Marrakech peut compter sur ses nombreuses salles de conférence. Parmi elles, le Crystal Ballroom, lieu où se déroulera la World Policy Conference, allie confort et convivialité. Cette salle totalement sécurisée, d'une superficie de 1 200 mètres carrés, offre les technologies les plus récentes.





Marrakech, a Thousand Year Old City open to the World

Blending modernity and tradition, the ochre-colored city that takes its name from the color of its walls, is totally fitting for visitors searching for authenticity and well being. Just few hours away for major European capitals and provided with cutting edge infrastructures, the city of Marrakech combines all the advantages making it possible to host the second edition of the World Policy Conference.

A city of art and history, the pearl of the South, has managed to preserve a heritage of exceptional wealth. Founded in the 11th century by the Almoravids, Marrakech for a long time was a major political, economic and cultural center of the Muslim West reigning over North Africa and Andalusia. Impressive monuments bear witness to this period such as the Koutoubia mosque, the Kasbah, the ramparts and the monumental gates and luxuriant gardens. Later on, the city was to be the home of other marvels, the Badia Palace, the Ben Youssef medersa, the Saadian tombs and Jemaâ El Fna Square placed on the Unesco list of world heritage sites. It is a genuine open air theater that enchants visitors from all across the world.

Apart from an exceptional cultural heritage, Marrakech is proud of its vocation as a perfect venue for international events. Several conventions and international get-togethers have been held in Marrakech including the signing of the GATT agreement, the International Social Observatory, the World Conference on Climate Change (COP7) and the International Press Conference. To host these events, Marrakech offers its many conference rooms. Among these is the Crystal Ballroom, the venue where the World Policy Conference will take place, joining together comfort and conviviality. The entirely securitized room with surface areas of 1 200 square meters, is provided with the most recent technology.

Hébergement/[Accommodation](#):

❶ MAMOUNIA

Adresse : Avenue Bab Jdid

Tél : 00 212 524 388 600

Fax : 00 212 524 444 660

❷ SOFITEL

Adresse : Rue Harroun Errachid

Quartier de l'hivernage

Tél : 00 212 524 425 600

Fax : 00 212 524 439 936

❸ NAOURA BARRIERE

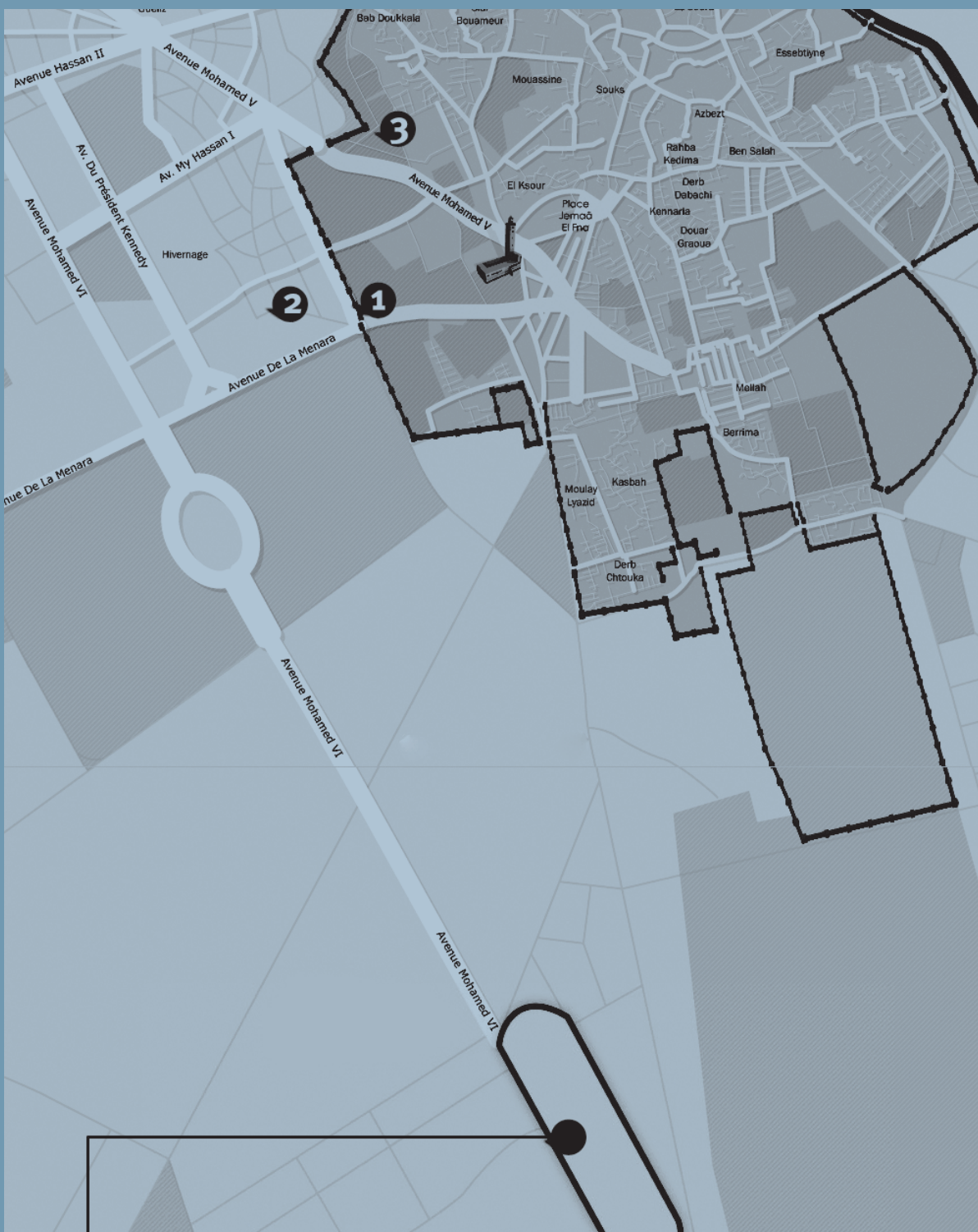
Adresse : Rue Jebel Al Akhdar

Bab Doukkala

Tel : 00 212 524 459 000

Fax : 00 212 524 459 001





WORLD
POLICY
CONFERENCE

PACHA

Adresse : Boulevard Mohammed VI,
Zone Hôtelière Aguedal
Tél : 00 212 524 388 400
Fax : 00 212 524 375 444

Contacts

Contacts

Pour plus d'informations concernant la World Policy Conference, contactez-nous :

*For additionnal information regarding the World Policy Conference,
we invite you to contact us via any of the following:*

Contenu/Programme

Content/Program

Ifri - Institut français des relations internationales
World Policy Conference
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15, France
Dr. SongNim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Presse/Média

Press/Media

FD - Financial Dynamics France
9, rue Scribe
75009 Paris
Nina Mitz
Leila Salimi/Tiphaine Bannelier
Tel : +33 (0)1 47 03 68 10
E-mail : FDWPCo9@fd.com

Organisation

Organization

Nicolas de Germay
Délégué Général/*Managing Director*
World Policy Conference
Tel : +33 (0)6 07 45 46 44
E-mail : ndegermay@worldpolicyconference.com





Institut français des relations internationales
27, rue de la Procession - 75740 Paris cedex 15 - France
kwon@worldpolicyconference.com
www.ifri.org